



Citoyens du monde

à l'ŒUVRE

Des Canadiens tournés vers le monde

L'éducation de base en Ouganda

Les intouchables de la République slovaque

L'éducation à distance en Guyana

Miracle dans l'éducation au Bangladesh



Édition spéciale sur l'éducation



Message de la ministre

ACDI

L'éducation est source de pouvoir, source de liberté. L'éducation est l'avenue de choix pour échapper à la pauvreté, la marginalisation, la mauvaise santé. L'éducation est le fondement de la démocratie et des droits de la personne. D'instinct, les Canadiens savent déjà ce que la Banque mondiale montre depuis 15 ans, statistiques et études à l'appui, à savoir que l'éducation, en particulier chez les filles, est le meilleur investissement qu'un pays puisse faire.

Aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire humaine, une majorité d'êtres humains sait lire et écrire. Alors comment se fait-il que l'on compte encore près d'un milliard d'illettrés, pour la plupart des femmes ? Comment expliquer que 130 millions d'enfants, dont les deux tiers de sexe féminin, ne fréquentent pas l'école ? Pourquoi tant d'enfants échouent, abandonnent l'école ou ne peuvent tout simplement pas s'épanouir ?

L'éducation est un droit fondamental, que l'on ne peut marchander. La communauté internationale a convenu de l'universalité de l'éducation et s'est engagée à la faire valoir. Si nous voulons atteindre notre but, nous devons prendre des décisions difficiles — concernant la volonté politique et la prise en charge des collectivités, les ressources, le partage des connaissances et la coordination des actions.

Au cours des cinq prochaines années, l'ACDI quadruplera son investissement dans l'éducation de base. Les efforts consisteront principalement à aider les gouvernements à mettre au point des systèmes d'éducation participatifs, responsables et convenablement dotés sur le plan des ressources. On s'efforcera de faire participer la collectivité, particulièrement les parents et les dirigeants locaux. On s'efforcera également d'intégrer les exclus et de procurer aux enseignants les outils, la formation et la situation sociale dont ils ont besoin pour exercer le métier qu'ils aiment.

Ce numéro de *Citoyens du monde à l'œuvre* se consacre au nivellement des écarts en matière d'éducation de base. On y trace l'histoire de nouvelles vies et de nouveaux horizons qui se sont ouverts à des gens de tous âges. Ces pages sont porteuses d'un message sur l'avenir que façonnent aujourd'hui, en ce moment même, les Canadiens et leurs partenaires dans le cœur et l'esprit de tant d'élèves dans le monde. J'espère que vous prendrez plaisir à les lire.

Maria Minna

Ministre de la Coopération internationale



Photo ACDI : Greg Kinch

Citoyens du monde à l'œuvre est une publication périodique produite par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Vous pouvez visiter le site Web de l'ACDI à www.acdi-cida.gc.ca.

© Ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, avril 2001

Imprimé et relié au Canada
ISSN 1492-4099

Envoi de publication — enregistrement n°1883151

Conception graphique : Aubut & Nadeau Design Communications



Citoyens du monde

à L'ŒUVRE

Des Canadiens tournés vers le monde

L'Agence canadienne de développement international soutient le développement durable dans les pays en développement afin de réduire la pauvreté et de rendre le monde plus sûr, plus juste et plus prospère

Table des matières

- 2** Sur mesure : L'éducation de base en Ouganda
- 4** Les intouchables de la République slovaque :
Une école à classe unique incarne l'espoir pour les Roms
- 6** « Nous sommes ici parce que nous le voulons bien »
- 7** Quitter la montagne
- 8** Une étape à la fois
- 11** Les règles de l'art : L'éducation à distance en Guyana
- 12** L'éducation de base stimule le développement rural en Éthiopie
- 14** Miracle dans l'éducation au Bangladesh



Sur mesure :

L'éducation de base en Ouganda

Le temps où l'on enterrait les crayons est révolu à Karamoja, en Ouganda. Ce geste qu'accomplissaient symboliquement les anciens dans les années 1940 marquait leur opposition aux autorités coloniales anglaises, qui essayaient d'enrôler de jeunes indigènes dans leurs régiments. Le nom des recrues étant inscrit sur une liste, le crayon et le papier devinrent aux yeux des Karamojong les instruments mêmes de la mort. Les anciens sacrifièrent un bœuf noir et jetèrent un sort à tous ces articles d'écriture et d'oppression — un sort qui se perpétua pendant plus d'une génération.

Les Karamojong ont longtemps fait obstacle aux tentatives réitérées des Anglais d'instruire leurs enfants. Ce peuple de pasteurs semi-nomades, dont les hommes et les garçons transhument à chaque saison sèche avec les troupeaux, ne se souciait guère d'inculquer le latin ou le grec à ses jeunes. Mais l'avenir de la collectivité n'en demeure pas moins subordonné à l'éducation de la génération montante.

En 1995, l'organisation Save the Children Norway a consulté les anciens pour leur expliquer que l'éducation pouvait être adaptée à leurs besoins. Les propres fils des auteurs du sortilège déterrèrent les crayons en grande cérémonie. Ils étaient maintenant disposés à s'instruire, mais à leur façon.

Grâce à l'appui de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), du gouvernement de l'Ouganda et de l'UNICEF, Save the Children élaborera un programme pilote visant l'alphabétisation, le calcul et les connaissances



Photo : fournie par Dan Thakur

pratiques — entre autres la culture des champs, la gestion du bétail et des ressources naturelles, l'enseignement ménager et la santé (en particulier le VIH/sida).

Dan Thakur, enseignant canadien, a joué un rôle de premier plan dans la mise en œuvre des cours. « Nous voulions créer un programme capable, d'une part, de conserver le mode de vie et les liens sociaux très étroits des Karamojong et, d'autre part, de les préparer à s'intégrer au monde extérieur. »

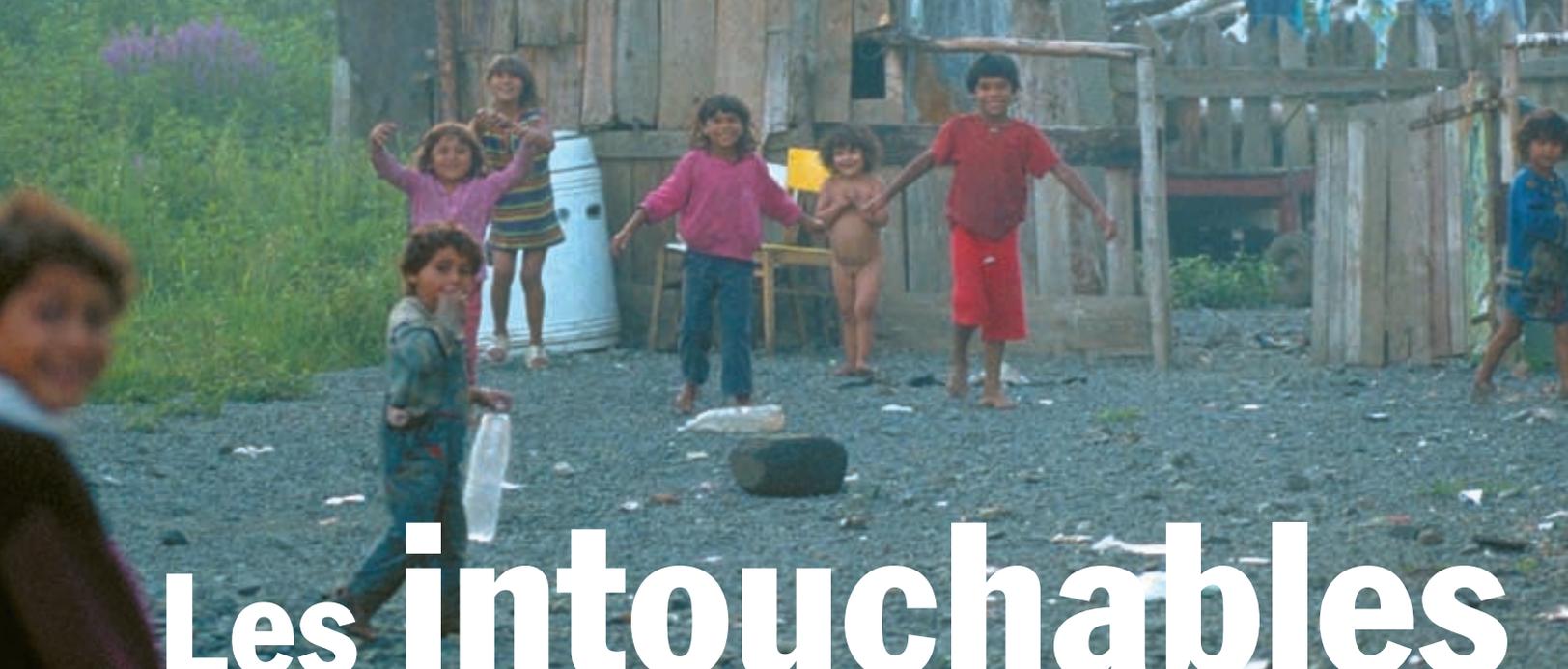
Le programme remporte un vif succès. Le matin, les enfants s'acquittent de leurs différentes tâches, puis se rendent à 8 h au centre d'apprentissage pour y suivre leurs leçons jusqu'à 10 h. Ils retournent ensuite aider leur famille et reviennent au centre en soirée, souvent en compagnie de leurs parents ou de leurs grands-parents. Issus de la collectivité, les animateurs — normalement un homme et une femme — ne se contentent pas d'enseigner le programme, ils veillent également à préserver les valeurs et l'identité collectives.

Ce projet est maintenant étendu à 16 autres collectivités en Afrique. Il constitue aujourd'hui un volet, restreint mais réel, du plan d'investissement stratégique en éducation de l'Ouganda. Le gouvernement se montre fermement attaché à la réussite de cette réforme nationale de l'éducation. Les inscriptions dans les écoles primaires ont déjà enregistré une hausse de 250 %. L'objectif est de fournir, d'ici l'an 2003, une éducation de base de qualité à tous les enfants d'âge scolaire, y compris les enfants défavorisés comme les Karamojong.

Le plan d'investissement stratégique en éducation implique aussi un nouveau mode de fonctionnement. Un même organisme chapeaute en effet l'ensemble des activités touchant à l'éducation. Toute l'aide internationale, qu'elle provienne du Canada, du Royaume-Uni, du Danemark, des États-Unis, d'Irlande, des Pays-Bas ou de la Banque mondiale, passe par cet organisme. C'est également une façon de procéder qui place le gouvernement de l'Ouganda aux commandes des opérations. Ce dernier met en œuvre tous les programmes et les activités, tout en collaborant étroitement avec les donateurs et les partenaires locaux par l'intermédiaire de comités et de groupes de travail chargés de fixer les politiques, résoudre les problèmes de gestion, surveiller et évaluer les progrès accomplis. À l'instar des Karamojong, l'Ouganda possède, en tant que pays, un système d'éducation sur mesure.

Les succès récoltés en Ouganda commencent à se faire connaître. Les anciens ont dû rire dans leur barbe quand, à l'occasion d'un voyage à Washington en 1999, l'épouse du président de l'Ouganda, M^{me} Janet Museveni, a reçu pour le programme d'éducation primaire du pays un prix... en forme de crayon. ■





Les intouchables de la République slovaque

En Slovaquie, la population rom oscillerait entre 350 000 et 500 000, ce qui représente de 7 % à 10 % de la population totale. Les Roms vivent dans la pauvreté dans quelque 500 villages en milieu rural.



Cet article a été rédigé par Ian Darragh, membre du personnel de l'ACDI, qui s'est rendu chez les Roms en compagnie de sa collègue Carol Hart en 1999.

Une école à classe unique incarne l'espoir pour les Roms

« **C**e sont des réfugiés dans leur propre pays. Ils n'ont absolument aucun droit », affirmait l'anthropologue canadien David Scheffel après sa première rencontre avec les Roms (ou Tsiganes) de Svinia, dans l'est de la Slovaquie. Il était indigné par l'extrême pauvreté de cette population de quelque 650 personnes vivant dans une indigence qu'il n'aurait jamais cru voir en Europe en 1993.

Les Roms, qui ne possèdent aucune terre, sont des squatters. Le taux de chômage dans le village atteignait presque 100 %, et la majorité des Roms étaient analphabètes.

Qui plus est, M. Scheffel a constaté que les enfants roms étaient privés de leur droit à l'éducation de base. Il n'y avait donc que peu d'espoir pour la nouvelle génération de briser le cycle de la pauvreté.

Les Roms, le groupe minoritaire le plus important de l'est de la Slovaquie, parlent le saris, un dialecte inconnu des autres habitants qui parlent le slovaque, la langue nationale. Parce qu'ils ne parlaient pas slovaque, les enfants roms devaient fréquenter une école réservée aux élèves ayant des difficultés d'apprentissage. Il s'agissait en fait d'une forme de ségrégation scolaire : les enfants roms allaient dans une école dont l'état de délabrement les poussait souvent à abandonner leurs études au bout de quelques années, une école qui contrastait avec l'école moderne réservée aux enfants slovaques « blancs » des environs.

David Scheffel avait été si troublé par la découverte d'une telle misère qu'il a décidé de ne pas s'en tenir à son point de vue d'anthropologue. Il s'est personnellement engagé à aider les Roms de l'endroit à améliorer leur niveau de vie, ce qui l'a amené à présenter une proposition à l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

En 1998, l'ACDI a été le premier organisme d'aide à prendre un engagement afin d'améliorer les conditions de logement des Roms de Svinia, de leur procurer de l'eau salubre et des installations sanitaires et de leur fournir une éducation de base. David Scheffel s'est servi des fonds de

démarrage provenant de l'ACDI pour mettre sur pied une coalition d'organismes sans but lucratif sous la direction de l'University College of the Cariboo, à Kamloops (C.-B.), où il enseigne l'anthropologie.

Une des priorités de la ville de Svinia a été de résoudre le problème du décrochage scolaire. Après s'être entretenu avec des familles roms, M. Scheffel a envisagé comme solution d'installer la nouvelle école en plein village rom. Ainsi, les enfants n'auraient pas à sortir de leur collectivité pour se rendre dans un milieu où ils se sentiraient indésirables. Mieux encore, leurs parents pourraient les voir en jetant un coup d'œil par la fenêtre de la classe. Pour assurer le succès de la nouvelle école, il serait nécessaire de créer un climat propice où les enfants roms puissent se sentir à l'aise. Ce serait un milieu stimulant voué à la culture rom.

Pour atteindre cet objectif, l'ACDI a financé la construction d'un atelier équipé d'outils et les services d'un menuisier pour dispenser de la formation. Grâce à ces outils, les pères des enfants roms ont rénové une construction temporaire et l'ont transformé en une école à classe unique, la première de la collectivité. L'école était dorénavant *leur* école, et non celle dirigée par d'autres.

Même si l'extérieur ne payait pas de mine et n'avait pas été peinturé, une explosion de couleurs et un bourdonnement d'activités nous accueillait à l'intérieur. Des dessins d'enfants tapissaient de bas en haut l'un des murs de la classe.

L'enseignante, Christine Veschi, volontaire du Peace Corps venue de New York, accompagnait les enfants qui récitaient avec entrain leurs couleurs, leurs chiffres et des comptines en slovaque. Ils ont fait en quelques mois seulement des progrès immenses dans leur nouvelle langue.

« Les autorités nous répétaient que les enfants roms étaient idiots... qu'ils n'avaient aucune aptitude intellectuelle pour apprendre », confie David Scheffel. Or la nouvelle école a démontré qu'en créant un climat propice à l'apprentissage, les enfants roms étaient tout aussi fiers et empressés d'apprendre que les autres enfants.

Le but du projet de l'ACDI sert essentiellement de catalyseur afin d'aider les Roms à trouver leur propre voie vers une vie meilleure. En établissant une école pour la première fois dans la collectivité, David Scheffel a redonné espoir aux enfants de Svinia, prouvant ainsi qu'une seule personne peut vraiment faire avancer les choses. ■

« **Q**uand j'ai su que j'avais été choisi comme représentant de la l'association des enseignants de Terre-Neuve et du Labrador (NLTA) pour le Service outre-mer, j'ai eu l'impression de gagner à la loterie, se rappelle Robert Goulding de Terre-Neuve. Je n'aurais jamais imaginé qu'une telle chance se présenterait un jour. »

M. Goulding, enseignant et membre de la NLTA, était en route pour le Malawi en Afrique australe, en compagnie de huit collègues canadiens. C'était en juillet 2000, et ce voyage n'était que l'un des nombreux autres organisés cette année-là par la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants dans le cadre du Service outre-mer, programme lui-même financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Fondé en 1962, le Service outre-mer fournit une aide scolaire et professionnelle aux enseignants et un soutien organisationnel à leurs associations dans les pays en développement. Les éducateurs canadiens participent à titre bénévole à des missions de courte durée, normalement pendant les vacances d'été. Dans le cas qui nous occupe, les Canadiens venaient aider les enseignants du Malawi à mettre à niveau leurs compétences scolaires; ils devaient également contribuer au perfectionnement des aptitudes à diriger des administrateurs et représentants syndicaux.

Les Canadiens ont organisé, sur les lieux de travail, un programme de préparation aux examens menant à l'obtention d'un brevet d'enseignement dans une large gamme de disciplines (notamment l'histoire, l'anglais, la biologie, l'économie domestique) à l'intention de leurs collègues africains. Ils ont donné des cours tous les jours de 7 h 30 à 16 h 30 au National Resource College. Alors que l'on attendait 500 participants, plus de 700 personnes ont pris part, à un moment ou l'autre, à cet atelier de trois semaines.

« Nous sommes ici parce que nous le voulons bien »

« D'autres enseignants ont obtenu une copie des notes de cours, raconte Masautso Cox Yonamu, secrétaire exécutif adjoint de l'association des enseignants du Malawi. Nous avons donc atteint de cette façon près de 1 000 personnes. »

Ce type de formation s'impose pour que le Malawi soit en mesure de répondre à la demande accrue d'enseignants qu'a entraînée l'instauration par le gouvernement de la gratuité scolaire pour tous. Plusieurs nouveaux enseignants qui sont ainsi venus combler les postes vacants n'ont même pas l'équivalent du cours secondaire. De plus, M. Goulding et son équipe ont pu constater les conditions difficiles dans lesquelles travaillent ces derniers.

« Rencontrer les enseignants et les étudiants a été l'une des expériences les plus enrichissantes, raconte M. Goulding. J'ai été fortement impressionné par le professionnalisme, l'intégrité et le plaisir avec lesquels les Malawites faisaient la classe. »

On compte en moyenne plus de 90 étudiants par classe et par enseignant; en outre, plusieurs régions manquent de fournitures et d'équipement. Le directeur d'école doit souvent s'improviser menuisier, plombier ou concierge, en plus d'enseigner et de recevoir les visiteurs. Malgré tout, il semble que les enseignants continuent d'enseigner et les étudiants, d'étudier.

« Nous sommes ici parce que nous le voulons bien, affirme un enseignant malawite. Nous aimons notre travail en dépit des difficultés. »

« En quatre semaines, les collègues malawites m'ont appris plus sur l'éducation, l'engagement et l'attention aux autres que tout ce que j'ai pu apprendre dans toute ma vie, conclut M. Goulding. J'ai appris sur la vie et sur l'apprentissage, j'ai appris à être sincèrement satisfait de ce que j'avais et à vivre ma vie pleinement. » ■

Robert Goulding au Malawi



Quitter la montagne

Tout le jour, le vent souffle sur Aqualinca, au Nicaragua. Tout le jour, en un incessant vrombissement, les camions viennent, vident leur benne et repartent. Dans le ciel, les vautours tracent de vastes cercles; des vaches, des chiens, des enfants errent en quête de nourriture. Dans le matin radieux, des familles entières fouillent les monceaux de détritux, se frayant un chemin au travers des ordures en putréfaction, évitant soigneusement les morceaux de verre ou de métal qui se dressent sur leur passage. Ils sont à la recherche de matériaux recyclables qu'ils pourraient vendre. Les vapeurs de diesel, de méthane et d'autres gaz provenant de la décomposition de la matière organique se mêlent, exhalant d'âpres relents.

Soyez les bienvenus au dépotoir de la ville de Managua, où des centaines de familles vivent, travaillent et jouent, été comme hiver, beau temps comme mauvais temps. Chaque jour, inlassablement, ils ratissent des montagnes de déchets dans l'espoir de trouver quelque article vendable parmi les rejets des autres. Une fois la semaine, quelqu'un vient leur acheter les objets récupérés. Une semaine de travail peut leur rapporter 150 ou 200 cordobas, soit environ 15 dollars canadiens.

Elena, 14 ans, travaille sur cette montagne depuis l'âge de 7 ans. Elle a survécu. Plusieurs de ses compagnons d'infortune n'ont pas eu cette chance; ils sont morts ensevelis sous des tonnes de rebuts, écrasés par un camion roulant trop vite ou emportés par la maladie. D'autres ont subi des sévices — la violence physique et les viols sont courants ici, tout comme le sont les vols et les actes d'intimidation.

« Les enfants les plus jeunes souffrent quand les adultes leur prennent les objets qu'ils ont trouvés, raconte Elena. Ils ne peuvent pas se défendre. »

L'avenir est bien incertain quand on fait ce travail. La plupart des enfants n'ont jamais vu une salle de classe. En vieillissant, beaucoup de garçons dérivent vers une vie de violence et de crime. Très tôt, les filles entrent dans le cycle des grossesses, des naissances et d'une misère noire, qui ne laisse apparaître aucune issue.



Photo ACDI : Peter Bennett

Mais il existe une issue. Une organisation locale du nom de *Dos Generaciones*, c'est-à-dire deux générations, aide ces jeunes gens à se faire instruire et à se construire une vie meilleure. Avec l'appui de l'ACDI et de l'organisme Aide à l'enfance – Canada, *Dos Generaciones* dirige des programmes scolaires pour les enfants les plus jeunes et fournit des bourses d'études aux adolescents. L'horaire est conçu de telle façon que les enfants peuvent continuer à travailler au moins à temps partiel et rapporter ainsi à leur famille un revenu essentiel.

« Notre philosophie se fonde sur la *Convention relative aux droits de l'enfant*, explique le directeur, Eddie Ramon Perez. Nous la mettons en application en donnant aux enfants ce droit à l'éducation, en leur faisant prendre conscience de leurs droits fondamentaux et en leur expliquant qu'ils peuvent demander que l'on respecte ces droits et qu'ils peuvent également les défendre. »

Cette démarche ainsi que les succès remportés ont valu à *Dos Generaciones* le prix Body Shop 2000 des droits de la personne.

Le travail de cet organisme transforme les vies. Elena travaille maintenant à mi-temps. Grâce à sa bourse, elle peut en effet prendre un peu de son temps pour aller à l'école.

« À *Dos Generaciones*, on nous dit d'étudier, d'aller à l'école et de faire des efforts parce que qu'il s'agit de notre avenir », dit Elena.

Et elle aura un avenir. Elle ne sait pas encore quel métier choisir, mais elle sait ce qu'elle veut. L'administration municipale envisage de déplacer Elena et ses voisins loin de la montagne d'Aqualinca. Cela effraie sa mère, mais Elena est prête.

« Je suis contente de cette idée du gouvernement de sortir les gens de leur milieu, dit-elle. Je veux aller de l'avant. » ■

UNE ÉTAPE À LA FOIS

Shikha Ahmed* arrive toujours la première au collège Little Angels qu'elle fréquente.

Shikha est atteinte de poliomyélite à sa jambe gauche. Elle vient de quitter sa classe d'éducation spécialisée de Colaba, en Inde, pour intégrer une école secondaire normale dans la ville de Sion. Comme il n'y a pas de rampe d'accès, elle a beaucoup de difficulté à escalader les deux étages qui mènent à sa classe.

Shikha se retrouve souvent seule pendant la journée. Son école n'offre pas le type d'installations qui lui permettraient de socialiser avec ses camarades. Il lui est donc impossible de suivre les autres élèves lorsqu'ils vont au cours d'éducation physique ou qu'ils font des sorties spéciales.

En dépit de son handicap physique, Shikha n'abandonne pas la partie. Au contraire, bien résolue à devenir ingénieure en informatique, elle travaille d'arrache-pied à son nouveau cours de mathématiques.

Il y a quelques années seulement, cette jeune handicapée n'aurait pu rêver de poursuivre des études supérieures et encore moins de devenir ingénieure. En Inde, les enfants comme elle fréquentaient des écoles spécialisées dirigées par des organisations non gouvernementales, et encore ce service ne touchait-il que 2 % d'entre eux.

Grâce au travail d'organismes comme la Spastic Society of India, les personnes vivant avec un handicap, dont le nombre est estimé à 60 millions en Inde, commencent à jouir de leur droit à l'éducation plutôt que de recevoir ces services à titre charitable.

En Inde, on reconnaît de plus en plus que l'intégration est un moyen efficace d'instruire davantage de jeunes handicapés et d'améliorer le système d'éducation en général.

Depuis 1986, le gouvernement a pris l'initiative d'intégrer les handicapés dans le réseau scolaire normal. Jusqu'à présent, on estime que 28 000 d'entre eux répartis dans 6 000 écoles bénéficient de ces mesures.

L'intégration se révèle bénéfique sur le plan psychologique pour les enfants atteints de handicaps physiques ou mentaux, et souhaitable sur le plan social pour tous les élèves. Comparativement aux coûts élevés qu'implique la construction d'établissements spécialisés, l'intégration représente une option plus rentable économiquement puisqu'elle exige simplement d'apporter des aménagements aux écoles existantes.

Fondé en 1998 avec l'aide de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et l'Institut Roehrer de Toronto, le Centre national de ressources pour l'intégration en éducation vise à faire avancer l'intégration des enfants handicapés en Inde.

Abrité dans les locaux de la Spastic Society à Mumbai, le Centre se voue à l'élaboration d'une politique nationale en matière d'intégration en éducation. Il a pour mandat de surveiller et de mettre au point les pratiques d'intégration, et de fournir l'information concernant les politiques et les pratiques efficaces et facilement accessibles aux intervenants.

La situation de Shikha montre bien que, malgré les progrès récents en matière de respect des droits des personnes handicapées, il reste encore beaucoup à faire pour que ces dernières se sentent à l'aise dans leur école et leur collectivité.



Photo ACDI : David Barbour

Le problème d'accès est constant pour ces individus. En outre, une étude de la Spastic Society of India révèle que 98 % des enfants atteints d'un handicap vivent dans les quartiers les plus pauvres des villes du pays. C'est dire que les handicapés sont, à bien des égards, des laissés-pour-compte de la société indienne.

Des statistiques exactes sont un outil de tout premier ordre lorsque l'on veut défendre les droits des handicapés et négocier les politiques et les allocations budgétaires. Le droit d'être pris en compte a constitué, littéralement, le dernier cheval de bataille du Centre. Des groupes représentant les handicapés (comme la Spastic Society of India), chapeautés par un projet du Centre, ont exercé avec succès de fortes pressions sur le gouvernement pour qu'on inscrive les « handicaps » au nombre des rubriques du recensement de 2001.

L'Inde a devant elle plusieurs seuils à franchir avant de parvenir à une société pleinement intégrée. Grâce au Centre national de ressources pour l'intégration en éducation, chaque pas s'accompagnera de politiques durables qui serviront de modèles à tout pays comportant en son sein des exclus. ■

**Le nom a été modifié afin de respecter la vie privée de la personne*

Objectifs du Canada en matière d'éducation de base

De concert avec ses partenaires des pays en développement, des pays en transition, de la communauté de l'éducation canadienne et des autres bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, le Canada œuvrera en vue d'assurer :

- **un accès à une éducation primaire complète et de bonne qualité à tous les enfants d'ici 2015 — nos efforts se concentreront sur les filles, les populations les plus pauvres, les minorités ethniques, les enfants qui travaillent et les enfants en difficulté;**
- **l'élimination de la discrimination en fonction du sexe dans l'éducation primaire et secondaire, d'ici l'an 2005, ce qui favorisera l'égalité entre les sexes et l'émancipation des femmes;**
- **l'amélioration de la qualité de l'éducation de base, évaluée selon des résultats d'apprentissage mesurables et reconnus, notamment au titre de l'alphabétisation, du calcul et des connaissances pratiques.**

Voir l'Ébauche du Plan d'action de l'ACDI en matière d'éducation de base, 2001. Ce plan résulte d'une vaste consultation internationale, à laquelle ont pris part des personnes exerçant actuellement ou ayant exercé dans le passé des fonctions touchant l'enseignement, la direction d'établissements scolaires et l'éducation en général, issues du Canada, des pays partenaires, d'organisations et d'associations diverses, ainsi que des citoyens et des organisations communautaires s'intéressant à ce domaine.



Photo : fournie par Melanie Boyd, ACDI



LES RÈGLES DE L'ART L'ÉDUCATION À DISTANCE EN GUYANA



Photo : fournie par John Berry



Photo ACIDI : Virginia Boyd

La dense forêt équatoriale de la Guyana intérieure est un véritable paradis de l'écotourisme : on peut encore y rencontrer des jaguars, entendre les cris stridents des singes hurleurs ou apercevoir en un éclair le fabuleux coloris des toucans ou des aras. Les cours d'eau Demarara, Essequibo et Berbice en constituent les principales voies de pénétration et les établissements humains, essentiellement amérindiens, y sont rares et isolés.

La plupart de ces collectivités occupent un monde bien éloigné de celui des riches écotouristes et aventuriers. Ces enfants de la jungle sont pauvres. Ils n'ont ni électricité, ni téléphone, ni route vers l'extérieur. Ils doivent souvent marcher pendant plusieurs jours pour se faire soigner; quant à l'école, elle est gratuite mais réduite à sa plus simple expression.

La majorité des enseignants du primaire sont des femmes de la collectivité. Presque trois sur quatre d'entre elles accomplissent leur tâche avec ardeur sans avoir terminé leurs études secondaires, et encore moins fréquenté une école de formation.

« Les enseignants des régions côtières refusent en général un poste à l'intérieur du pays, explique Savitri Balbahadur, directrice du collège pédagogique Cyril Potter de Georgetown. On n'y trouve aucune commodité. La vie y est rudimentaire. Le ministère de l'Éducation doit donc recruter parmi les habitants des villages, y choisissant les candidats les plus qualifiés. »

La tâche n'est pas aisée pour ces jeunes candidats. Ils manquent de moyens et de formation. Ils n'ont guère de possibilité de perfectionnement et ne peuvent compter sur personne pour les guider.

Mais la situation est en train d'évoluer grâce au ministère de l'Éducation et à des projets financés par des partenaires, notamment le Programme de formation en enseignement de base de la Guyana auquel contribue l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Ce programme réunit le collège Cyril Potter, le National Center for Education Research and Development et d'autres agences du ministère

de l'Éducation avec l'appui de l'organisation montréalaise TecSult International. Les consultants guyaniens, antillais et canadiens assurent la formation des formateurs guyaniens et aident à concevoir un programme de cours à distance en vue de renforcer le système de formation des maîtres au pays et d'améliorer la qualité de l'éducation de base.

Ces cours permettent aux enseignants de l'arrière-pays d'obtenir les équivalences du secondaire, puis de s'inscrire au programme d'éducation à distance menant à l'obtention d'un brevet d'enseignement. Le ministère guyanais de l'Éducation espère que 1 200 enseignants et environ 400 directeurs d'école — hommes et femmes — bénéficieront ainsi d'une mise à niveau de leur éducation et de leur formation d'ici l'an 2003.

Mais le processus sera long pour ces jeunes gens. En effet, ils n'obtiendront l'équivalence qu'après deux ans et demi d'études en moyenne. Même si certains terminent leurs études plus tôt, le brevet d'enseignement ne sera décerné qu'après deux ans supplémentaires. Cela veut dire de longues soirées à étudier à la maison à la lueur d'une lampe à pétrole et de longs trajets, chaque mois, pour rencontrer un formateur au centre régional le plus près.

Plusieurs doivent marcher jusqu'à deux jours pour se rendre au centre. Mais une vive motivation les anime. Comme le faisait remarquer un participant, le programme a fait naître dans la collectivité « un sentiment autrefois très rare : la perspective d'une vie meilleure sans avoir à quitter son chez soi ».

« Je trouve qu'il s'agit là d'une véritable révolution, dit M^{me} Balbahadur, qui aura des répercussions profondes sur le système d'éducation. Une fois qu'ils seront formés, les formateurs de l'arrière-pays pourront mettre au point leur propre programme et le diffuser sur place. De plus, une meilleure éducation dans les villages amènera les gens à produire leurs propres revenus. Cela fera bouler de neige et les enfants en seront les grands bénéficiaires. » ■

L'éducation de base stimule le développement rural en Éthiopie

Il y a quelques années, plusieurs femmes pauvres de la ville de Filtu, en territoire somali dans le sud-est de l'Éthiopie, subsistaient en implorant les marchands locaux de leur prêter un peu de sucre ou de thé, qu'elles s'empressaient ensuite de vendre aux gens de la ville ou aux pasteurs nomades. Quand la chance leur souriait, après avoir remboursé capital et intérêt au marchand, elles pouvaient retirer 30 cents pour nourrir leur famille à la fin de la journée.

Grâce au programme d'alphabétisation et de prêts financé par Oxfam Canada et l'Agence canadienne de développement international (ACDI), ces femmes remarquables qui vivaient sous la menace de la famine ont acquis une certaine sécurité.

Un fonds de crédits renouvelables dirigé par une association éthiopienne représentant les intérêts des pasteurs, la Pastoralist Concern Association of Ethiopia (PCAE), accorde des prêts de 20 à 200 \$ à des femmes pour lancer des petites entreprises comme une échoppe de thé, une boucherie ou un restaurant.

L'association assortit ses prêts de cours d'alphabétisation et de calcul afin que les femmes apprennent à mieux gérer leur nouvelle entreprise.

Ces femmes étaient incapables de lire leur première entente de prêt et durent s'en remettre à leurs enfants. Aujourd'hui, elles lisent et signent elles-mêmes leurs contrats, avec fierté.

« Nous avons entendu parler des droits de la femme et de la personne, mais nous ne savions pas ce que cela signifiait au juste, dit une des participantes. Maintenant, nous savons ce que c'est que d'avoir des droits. »

Au lieu de mendier, ces femmes gagnent de l'argent. Grâce à l'éducation de base, « nous savons comment le dépenser — nous apprenons ce que nous aurions dû apprendre étant enfants ». Comme elles peuvent maintenant calculer et suivre leur revenu et leurs dépenses, elles peuvent prendre des décisions éclairées, concernant par exemple la proportion des profits à réinvestir dans leur commerce ou à placer dans les économies de la famille.

À l'autre bout du pays, à Degua Tembien dans la province du Tigré, Oxfam Canada et l'ACDI financent un programme d'alphabétisation des adultes ainsi que 15 centres de jour communautaires en milieu rural, les premiers du genre au Tigré. Dans une région où les filles fréquentent peu l'école, il est significatif de constater que plus de la moitié des 1 500 enfants de ces centres sont des filles. Les pères contribuent également à l'éducation de leurs enfants en aidant à l'entretien et à la réfection des installations.

Ce centre de jour fait partie d'un programme de développement rural intégré mis en œuvre par une société d'assistance sociale du Tigré du nom de REST (Relief Society of Tigray); il a joué un rôle crucial dans l'amélioration de l'alimentation et la santé publique. Il a permis non seulement aux garçons et aux filles d'apprendre à lire et écrire, mais aux mères de se libérer et de prendre ainsi une part plus active à la vie sociale et au développement de la collectivité.

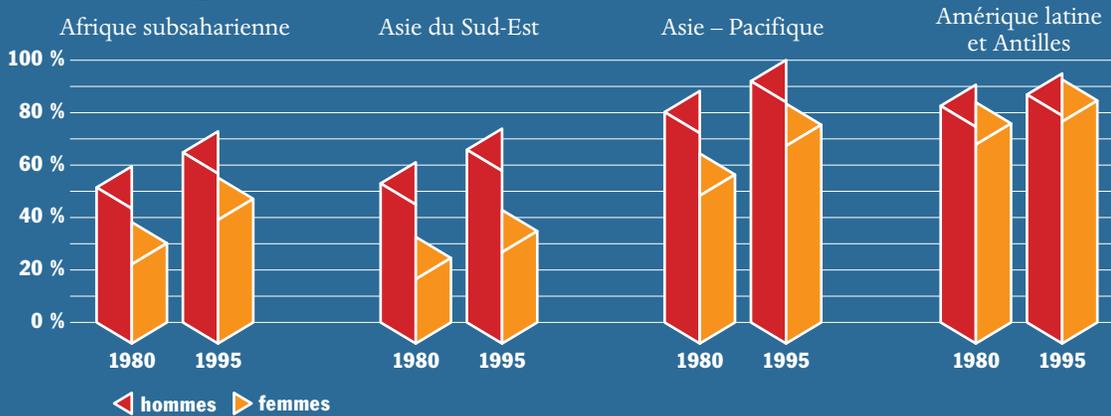
En outre, l'apprentissage des enfants a suscité la fierté des mères, tout comme leur intérêt pour l'éducation. C'est ainsi qu'elles-mêmes finissent par s'inscrire au programme d'alphabétisation des adultes, dont les deux tiers des 26 000 participants sont des femmes. Puisqu'il faut savoir lire et écrire pour occuper les charges locales, le programme d'alphabétisation a conduit davantage de femmes à exercer des fonctions de pouvoir dans la collectivité. ■



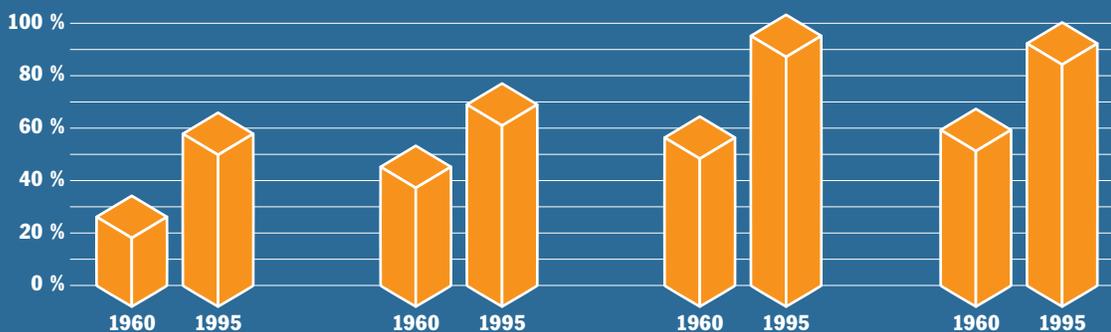
Photo : Andrea Lindores

Tendance à la hausse

Taux d'alphabétisation des adultes



Taux net de scolarisation primaire



En l'an 2000, 180 pays se sont rencontrés à Dakar, au Sénégal, afin de poursuivre les efforts en matière d'éducation. Ils ont convenu de plusieurs secteurs prioritaires, parmi lesquels :

- l'éducation et les soins à la petite enfance;
- l'éducation des filles, des minorités et des enfants en situation difficile;
- l'éducation des jeunes gens et des adultes;
- l'amélioration de tous les aspects de la qualité de l'éducation.

Ces priorités forment ce que l'on appelle le Cadre d'action de Dakar. En vertu de cette entente, tous les pays s'engagent à travailler ensemble afin de remplir ces objectifs précis. On y stipule que tout pays poursuivant avec sérieux ses objectifs en matière d'éducation de base ne pourra être détourné de son but en raison du manque de ressources.

Sources : UNICEF, *La situation des enfants dans le monde 1999*; *Women: A World Survey*, 1995; site Web de l'UNESCO, février 2000.

UN BILAN L'éducation pour tous

- ✓ Aujourd'hui, plus de 80 % des enfants des pays en développement commencent l'école.
- ✓ Aujourd'hui, cinq personnes sur sept dans le monde peuvent lire et écrire.
- ✓ Aujourd'hui, il n'existe pas ou presque pas de différence entre les sexes dans les taux d'alphabétisation des jeunes gens de 15 à 24 ans, en Europe, en Amérique du Nord, en Amérique latine, aux Antilles, en Asie de l'Est et en Océanie.
- ✓ Depuis 1960, le nombre de filles âgées de 6 à 17 ans a doublé, alors que leur taux d'inscription à l'école a triplé.
- ✓ Le taux d'alphabétisation des femmes, qui équivalait en 1970 à la moitié de celui des hommes, en représente aujourd'hui les deux tiers, les progrès les plus importants ayant été enregistrés en Afrique et dans les pays arabes.

Miracle dans l'éducation au Bangladesh

Dans notre pays, il y a beau temps qu'ont disparu les écoles à

classe unique, jadis si répandues dans les provinces de l'Ouest. Grâce à l'aide du Canada, voilà toutefois qu'elles reflourissent au Bangladesh. Depuis 1985, plus de 34 000 écoles au toit de chaume et au sol de terre battue ont poussé comme des champignons dans les villages de ce pays qui compte parmi les plus pauvres au monde.

Mises sur pied par le Comité pour l'avancement rural du Bangladesh (BRAC), la plus importante organisation non gouvernementale du pays, ces écoles ont servi de tremplin à plus d'un million d'enfants.

Tout cela a commencé lorsqu'une femme pauvre, membre de l'une des très fructueuses coopératives villageoises du BRAC, a demandé : « Et les enfants, doivent-ils rester illettrés ? Peut-on faire quelque chose maintenant pour les aider ? »

Dans certaines régions rurales du Bangladesh, plus de 85 % des gens sont illettrés, même si l'on a accompli d'immenses progrès ces dernières années pour lutter contre l'analphabétisme tant chez les hommes que chez les femmes.

Selon certaines études, le fait de posséder une éducation de base a un effet positif direct sur le revenu et la productivité. Par ailleurs, les femmes qui ont simplement quatre années de scolarité sont susceptibles d'avoir moins d'enfants et d'avoir des enfants en meilleure santé.

Même si l'école primaire est gratuite et obligatoire au Bangladesh, un enfant sur quatre seulement termine ce premier cycle. Plus de 13 millions d'enfants n'ont jamais fréquenté l'école ou ont abandonné en cours de route. Plusieurs n'ont pas les moyens de se procurer les crayons, le papier et l'uniforme; d'autres doivent partager aux tâches quotidiennes de subsistance pour aider leur famille de sorte que, pour eux, l'école est souvent trop éloignée ou l'horaire, inadéquat.

La situation est tout autre en ce qui concerne les écoles BRAC. Ce sont en effet les parents qui con-viennent de l'emplacement de l'école et qui, souvent, contribuent à sa construction.

Ils embauchent l'enseignante et fixent l'horaire de façon que les enfants puissent continuer à les aider aux champs ou à la maison. Comme les écoliers sont peu nombreux dans une même classe, ils peuvent nouer des relations étroites avec l'institutrice, d'autant qu'ils conservent la même tout au long de leurs trois années de classe.

Les cours se poursuivent toute l'année, mais ne durent que trois heures par jour. Cet enseignement, qui puise ses exemples dans la vie rurale, vise tout particulièrement l'acquisition de connaissances élémentaires en lecture, écriture, calcul ainsi que de

connaissances pratiques. Les filles représentent environ 70 % des effectifs. Les

enseignantes sont des femmes de la collectivité qui détiennent au moins neuf années de scolarité et qui ont suivi une brève formation au BRAC avant de commencer; elles se perfectionnent grâce à des séances périodiques de recyclage. Une fois par mois se tient une réunion entre les parents et l'enseignante. Il existe deux types d'écoles BRAC : Les écoles qui procurent les trois premières années d'éducation aux enfants de 8 à 10 ans, dans l'espoir qu'ils s'inscrivent ensuite en quatrième année dans une école publique. (C'est le cas de 85 % d'entre eux.) Les écoles à l'intention des enfants de 11 à 14 ans, trop âgés pour s'inscrire à une école du réseau officiel; ils y apprennent les rudiments de la lecture, de l'écriture et du calcul. Quel est le coût annuel de ces écoles ? Environ 25 \$ par élève.

Il y a quelques années, Shaida Begum, qui était alors ouvrière agricole, ne pouvait même pas signer son nom. Depuis qu'elle s'est jointe à l'une des organisations villageoises du BRAC, elle a lancé sa propre entreprise de traitement du riz, qui fonctionne très bien. Fière de sa fille qui étudie maintenant dans une école BRAC, elle déclare : « Ma fille veut être médecin, je vais m'organiser pour qu'elle le devienne. »

Pour veiller à ce que les anciens élèves conservent leur aptitude à lire et écrire, le BRAC a installé 6 300 bibliothèques locales, où les gens peuvent emprunter des livres. Cette organisation a aussi mis sur pied, dans quatre centres urbains importants, 1 522 écoles dont certaines sont destinées plus particulièrement aux enfants de 8 à 14 ans qui doivent travailler. S'inspirant du concept élaboré par le BRAC, plus de

268 organisations non gouvernementales locales dirigent 2 550 écoles similaires. Par ailleurs, le gouvernement du Bangladesh a confié au BRAC la gestion de 67 de ses écoles primaires communautaires.

Depuis 10 ans, l'ACDI et son partenaire, la Fondation Aga Khan Canada, financent le programme d'éducation du BRAC. Entré dans sa troisième phase en 1999 et doté de 9 millions de dollars répartis sur cinq

ans, le projet poursuit les objectifs suivants : étendre le programme scolaire de façon à couvrir cinq années de primaire en quatre ans et à permettre aux élèves ayant accompli ce cycle d'entrer directement à l'école secondaire; former davantage d'enseignants; améliorer la qualité du matériel didactique; développer le réseau des bibliothèques. Le but est d'atteindre 2,4 millions d'enfants d'ici l'an 2004.

Le modèle des écoles BRAC a fait des émules en Égypte, au Mali et en Zambie. ■

À la clef du succès d'une école BRAC :

- La participation active des parents et de la collectivité
- Des écoles à classe unique accessibles
- Des horaires variables
- Une relation enseignante-élèves très étroite
- Un nombre peu élevé d'écoliers par classe
- Pas de devoirs ni d'examens
- Un programme participatif fondé sur la vie de tous les jours
- Des femmes enseignantes issues de la collectivité

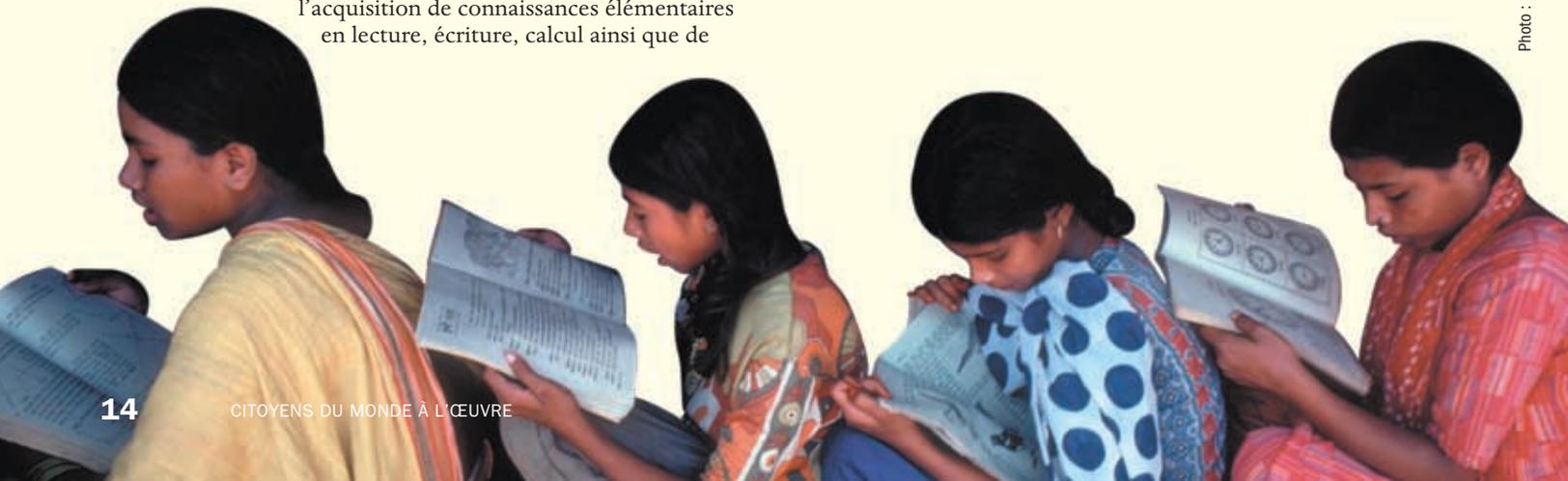


Photo : Dilip Mehta